

## Au revoir dollar, bonjour euro



La chute du dollar face aux autres devises importantes, amorcée dès le passage en 2002 à la zone euro, a fait l'objet d'une étude réalisée par la banque royale d'Écosse auprès de plusieurs banques centrales. Les résultats confirment nettement le mouvement de désintérêt vis-à-vis de la devise qui était une référence incontestable au moins depuis 1945. Mais cette chute monétaire, qui est pour l'instant relativement bien contrôlée par différents ajustements et corrections, menace de se transformer en véritable avalanche financière.

page 2

### L'Iran et la Russie en ligne de mire

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

La préparation de l'opinion à une attaque contre l'Iran se développe aux États-Unis via l'axe de la question nucléaire et des Droits de l'homme. Toutefois, l'Iran n'est plus isolé comme par le passé et s'est rapproché de la Chine et de la Russie. L'écrivain Gore Vidal note toutefois que ces trois pays sont trois cibles, déclarées ou non, des États-Unis. L'auteur pronostique une prochaine attaque contre l'Iran et s'interroge sur l'identité de la cible suivante.

page 6

### REPÈRE : 11 FÉVRIER 1919

#### Fin du soviet de Seattle ?

Le 21 janvier 1919, les 35 000 ouvriers du port de Seattle et des arsenaux se mettent en grève pour protester contre la baisse prévue des salaires, aggravée par l'inflation. L'union des employeurs laisse pourrir le mouvement et procède au « lock-out » des grévistes du port. Par solidarité, les ouvriers des autres usines de Seattle se mettent progressivement en grève : le 5 février, plus de 100 000 ouvriers ont cessé le travail. Pendant une semaine, les grévistes occupent la mairie et organisent la vie dans la ville : magasins coopératifs, marchés ouvriers, journal autogéré, minoteries et boulangeries collectivisées, mutualisation des caisses de grève, service d'ordre ouvrier, éclairage public...). Mais quand le syndicat I.W.W. annonce la création d'un « comité ouvrier et marin de Seattle », sur le modèle des soviet en URSS, les autres syndicats prennent peur et négocient une sortie. Le 11 février, la grève est terminée. Le 18, les « meneurs communistes et anarchistes » sont jetés en prison... mais les structures mises en place pendant la grève perdureront jusque dans les années 1970. ■



### LE PENTAGONE VA TOURNER UNE SUPERPRODUCTION SUR LA BATAILLE DE FALLOUDJA

Signé par le correspondant de guerre Bing West, le livre dont sera adapté ce film n'est pas encore achevé. Mais déjà Harrison Ford est pressenti pour le rôle principal, celui du général Jim Mattis, qui a mené la première offensive - échouée - sur la ville, au printemps dernier suite au lynchage de quatre mercenaires de la société Blackwater. À ce jour, seuls 20% des réfugiés ayant quitté la ville sous les bombardements massifs de la deuxième offensive démarrée en novembre dernier sont revenus dans la ville quasiment rasée.

L'annonce d'une première superproduction cinématographique traitant du deuxième conflit irakien intervient à un moment où l'Army peine à recruter, alors que les projets militaires se multiplient, ce qui alimente depuis des mois les rumeurs d'un possible rétablissement de la conscription.

L'aide du Pentagone, ne serait-ce que matérielle, est aujourd'hui indispensable pour tourner ce type de film à gros budget. Le Pentagone ne cache d'ailleurs pas le fait qu'il refuse parfois de prêter son matériel, lorsqu'à la lecture du script il estime que celui-ci ne présente pas l'armée états-unienne sous un jour favorable. ■

# Au revoir dollar, bonjour euro

**La chute du dollar face aux autres devises importantes, amorcée dès le passage en 2002 à la zone euro, a fait l'objet d'une étude réalisée par la banque royale d'Écosse auprès de plusieurs banques centrales. Les résultats confirment nettement le mouvement de désintérêt vis-à-vis de la devise qui était une référence incontestable au moins depuis 1945. Mais cette chute monétaire, qui est pour l'instant relativement bien contrôlée par différents ajustements et corrections, menace de se transformer en véritable avalanche financière.**



Lire cet article en

 [Español](#)

Selon des experts britanniques, les banques centrales du monde entier se débarrassent de leurs dollars et achètent des euros, tentant ainsi d'éviter de nouvelles pertes dues à la dépréciation de la devise américaine.

Plus de deux tiers des banques centrales du monde ont augmenté leur réserves en euros durant les deux dernières années, principalement aux dépens du dollar, selon le rapport *Management Trends* 2005, diffusé par la Central Banking Publications, basée à Londres.

Pour le sondage, commandé par la Banque Royale d'Écosse, 65 hauts fonctionnaires de banques centrales ont été consultés entre septembre et décembre. Ils contrôlent un trésor de 1,7 billions de dollars (1 billion = 1 million de milliards).

Rendu public la dernière semaine de janvier, le rapport souligne également que plus de la moitié des banques centrales perçoit maintenant l'argent et le marché de la dette de la zone euro comme plus attractifs pour l'investissement que le marché états-unien.

Depuis début novembre, le dollar a atteint presque toutes les semaines son plancher historique vis à vis de l'euro, avec une brève accalmie en décembre.

Le cours actuel de la devise nord-américaine est le pire jamais enregistré ces dix dernières années en comparaison avec d'autres devises mondiales comme la livre sterling, le yen japonais, le franc suisse, les dollars australien et canadien et les couronnes suédoise et danoise.

Quand on a instauré la zone euro en juin 2002, l'euro cotait à peine 84 centimes de dollar. En septembre, il avait atteint un prix de 1,21.

La chute du dollar est due fondamentalement à l'actuel déficit du compte courant des États-Unis et constitue, selon des experts, un signal négatif du reste du monde vis à vis de la politique économique de George W Bush.

Bush a converti l'excédent fiscal énorme qu'il a hérité de son prédécesseur, Bill Clinton, de 236,4 milliards de dollars, en un déficit de 413 milliards.

Quelques économistes ont pronostiqué un effondrement de la monnaie états-unienne face à l'euro, ce qui remettrait en cause le rôle du dollar comme devise de réserve prédominante dans le monde depuis 60 ans, années durant lesquelles les banques centrales ont accumulé le billet vert sans relâche.

Le rapport de Central Banking Publications est la première preuve concrète d'un changement de cap des banques centrales.

*« Changer les actifs en dollars, et ne pas les changer uniquement en euros, est une mesure intelligente. Acheter aussi des yens, de l'or ou des combinaisons de biens pour se protéger du dollar, qui est surévalué. Au finale, il y aura une chute. La question est de savoir quand », a*

déclaré Mark Weisbrot, co-directeur du Centre pour la Recherche Économique et Politique à Washington.

La Chine, détenteur des secondes réserves de dollars du monde derrière le Japon, a annoncé qu'elle n'était pas vendeuse. Mais des représentants de banques centrales de beaucoup d'autres nations ont montré un grand intérêt pour l'euro.

Des ministres de finances du Golfe ont décidé à la fin de l'année dernière de « passer à l'euro », et au début du mois de janvier la Banque centrale d'Arabie Saoudite a pronostiqué dans un futur proche une part plus importante pour la devise européenne dans les réserves mondiales.

Le rapport de cette semaine mentionne la faiblesse du dollar comme la principale raison pour laquelle la composition des réserves des banques centrales du monde entier change.

*« Cela implique que certaines (banques centrales) apparaîtront comme vendeurs nets de dollars. Cette constatation marque un changement par rapports à l'étude précédente, de novembre 2002, quand la composition en devises (des réserves) paraissait stable »,* indique le rapport.

Dans une certaine mesure, les banques centrales continueront à financer l'actuel déficit fiscal états-unien en achetant des bons du Trésor, mais Washington ne peut pas disposer de cette source d'argent comme par le passé, selon l'étude de Central Banking Publications.

*« La diversification de biens en dollars en biens en euros paraît s'être développée avec davantage de rapidité que ce qui était anticipé il y a deux ans »,* ont considéré les experts.

La tendance devrait apparemment se confirmer. Quelques économistes font valoir que le dollar doit chuter de 15 à 20 % de plus pour que le déficit états-unien arrive à un niveau raisonnable.

La plupart de ces corrections seront des achats de devises asiatiques, ce qui obligera la Chine à apprécier le yuan de 20 % vis-à-vis du dollar, selon C. Fred. Bergsten, directeur de l'Institut d'Économie Internationale (IIE) basé à Washington.

*« Cela ne me surprend pas qu'au moins quelques banques centrales soient alarmées par leur haute exposition au*

dollar », a déclaré Steve H. Hanke, professeur d'Économie Appliquée de l'Université Johns Hopkins et chercheur du très libéral Cato Institute.

*« Tout le monde pronostiquait que, après l'apparition de l'euro, on enregistrerait une certaine diversification dans les réserves des banques centrales indépendamment des tendances quant à son cours par rapport au dollar », a soutenu Hanke.*

Mais la dépréciation du dollar pourrait devenir une dégringolade si la panique gagne les investisseurs privés et par contagion les banques centrales, signalent des économistes.

Si, par exemple, la Chine et le Japon décidaient de vendre une partie de leurs immenses réserves de dollars, la devise s'effondrerait, bien au-delà du maximum prévu de 20 %.

*« La survenance d'une intervention radicale par de grands acteurs est très difficile à prédire », a signalé Weisbrot.*

*« La Chine et le Japon, ou chacun des deux séparément, pourraient causer un effondrement total du dollar en vendant à peine une petite partie de leurs réserves. De fait, ils n'auront probablement pas à le faire ; ils n'auront qu'à cesser d'en accumuler ou même ralentir leurs achats pour que le dollar soit précipité », a-t-il conclu.*

**Emad Mekay**

*Journaliste*

# L'Iran et la Russie en ligne de mire

## Analyse

Zbigniew Brzezinski présente sa vision de l'administration Bush II dans une interview accordée au journal japonais *Mainichi Daily News*. Il juge que la politique étrangère des États-Unis devrait rester sensiblement la même bien qu'elle puisse prendre une inclinaison plus pragmatique et plus réaliste sous l'impulsion de la nouvelle équipe du département d'État, et il appelle donc les Européens et les Japonais à soutenir cette équipe contre les néo-conservateurs. La seule alternative à la politique de l'administration Bush serait donc de soutenir certains membres de l'administration Bush. Il minimise l'importance du discours inaugural et la « guerre à la tyrannie » lancée par George W. Bush, feignant d'ignorer les satisfecits des faucons suite à ce discours. Il affirme que l'administration Bush ne changera pas réellement de politique, ne se montrera pas plus agressive avec la Russie et la Chine mais utilisera l'argument des Droits de l'homme contre l'Iran, alors que ce qui est en jeu c'est la question nucléaire. En effet, depuis le mensonge des armes de destruction massive irakienne, l'argument de l'armement d'un pays est à manier avec prudence. Comment convaincre la communauté internationale de l'existence d'une menace aujourd'hui ?

Dans le *Washington Post*, l'ancien directeur du groupe de surveillance de l'Irak David Kay met en garde la nouvelle administration de ne pas renouveler les erreurs commises lors de l'avant-guerre d'Irak : les mêmes recettes ne marcheront plus. Washington ne peut pas rester crédible en utilisant les « preuves » fournies par des exilés ou en dénigrant le travail des inspecteurs de l'AIEA.

Or, dans le cas de l'Irak, une fois l'argument des armes de destruction massive discrédité, c'est l'argument de la démocratisation qui a prévalu. Dans le cas de

l'Iran, et dans le cadre de la nouvelle politique de « démocratisation » définie par George W. Bush, c'est donc l'argument des Droits de l'homme qui va être mis en avant pour justifier une agression de l'Iran. Ainsi, Condoleezza Rice a autant dénoncé l'Iran pour la question des Droits de l'homme que pour son programme nucléaire lors de sa tournée européenne.

En lieu de corollaire à ce discours, le *Los Angeles Times* publie le texte d'une « blogueuse » iranienne portant le pseudonyme de Farouz Farzami, qui dénonce les entraves à la liberté d'expression en Iran et décrit ses 36 jours d'incarcération sans jugement pour avoir rédigé un « blog » dénonçant le régime iranien. Compte tenu de l'emploi d'un pseudonyme, ces propos, qu'on ne peut pas rejeter comme faux par principe, ne peuvent cependant pas non plus être pris pour argent comptant car ils sont totalement invérifiables. On se souviendra que par le passé, Washington n'a pas hésité à créer de toute pièce des témoins d'atteintes aux Droits de l'homme dans les pays que les États-Unis souhaitaient attaquer. La seule information fiable que fournit cet article est liée au choix de publication de cet article. Il indique en effet que l'on est en train de préparer l'opinion US à une attaque de l'Iran.

Cette attaque est redoutée par la Prix Nobel de la Paix 2003, Shirin Ebadi, et par le chercheur d'Human Right Watch, Hadi Ghaemi, écrivant dans le *New York Times* et l'*International Herald Tribune*. Les auteurs rappellent que si la situation des Droits de l'homme n'est pas idéale en Iran, il existe un tissu d'organisation capable de se mobiliser et de faire reculer le pouvoir. Comment pourrait-on soutenir les Droits de l'homme en organisant des bombardements ?

Les Iraniens ont-ils raison de craindre une attaque ? Notons que la Révolution islamique d'Iran reste un symbole à briser pour les néo-conservateurs. En effet, qu'on souscrive ou non à son idéologie, il faut noter que la Révolution de 1979 est la dernière grande révolution de l'ère des décolonisations. À cette occasion l'Iran, bien qu'indépendant en droit, l'est devenu de fait en chassant l'influence états-unienne. Or, le programme qui est mis en place aujourd'hui depuis Washington consiste justement à re-coloniser la région. On comprend d'autant plus les craintes de l'Iran que ce pays a subi une agression territoriale en 1980 par l'Irak sans réaction du Conseil de sécurité de l'ONU. Pourquoi le droit international aurait-il plus de poids aujourd'hui pour le défendre alors qu'il n'a pas empêché une autre agression récente, celle de l'Irak cette fois ?

Cependant, contrairement à sa situation en 1980, l'Iran n'est plus isolé. Il est **lié économiquement à la Chine** et se **rapproche militairement de la Russie**.

L'écrivain Gore Vidal note toutefois dans *The Independent* que ces trois pays sont trois cibles, déclarées ou non, des États-Unis. L'auteur pronostique une prochaine attaque contre l'Iran et s'interroge sur l'identité de la cible suivante, et où cette guerre sans fin mènera les États-Unis. Il constate sans détour que le régime est en train de changer aux États-Unis et que la guerre perpétuelle voulue par les néo-conservateurs offre des nouveaux pouvoirs à l'exécutif états-unien, qui a déjà taillé en pièce tous les contre-pouvoirs. Toutefois, pour lui, il ne s'agit que d'une perpétuation et d'une amplification de la politique d'Harry Truman. Pris dans cette fuite en avant belliqueuse, Gore Vidal espère que les États-Unis n'en viendront quand même pas à une guerre contre la Russie et la Chine, comme tout semble indiquer malheureusement.

Le développement des tensions entre Washington et Moscou et Téhéran, ainsi que la position forcément stratégique de cette région, font de l'Asie centrale une

zone très sensible. L'ambassadeur de Turquie en Russie, Kourtoulouch Tashkent, explique la position de son pays au milieu de ce « grand jeu », dans *Nezavissimaïa Gazeta*. Compte tenu de sa position délicate, il s'efforce de ne mécontenter personne. Ainsi, il affirme qu'Ankara est favorable à l'intégrité territoriale des pays de la région mais tient compte des aspirations des régions autonomes de Géorgie. Il défend une position analogue pour la Tchétchénie. L'ambassadeur condamne également par anticipation toute attaque contre l'Iran.

Le journal de Boris Berezovski, *Kommersant*, publie une interview du dirigeant séparatiste tchétchène en exil Aslan Maskhadov. Celui-ci affirme vouloir signer une trêve avec la Fédération de Russie et se désole que celle-ci lui soit refusé. Par ailleurs, il nie que cette proposition ait un lien avec l'enlèvement de sa famille par les forces russes (une donnée presque totalement ignorée par la presse occidentale) et affirme ne plus avoir aucun lien avec Chamil Bassaïev, dont le groupe est responsable du massacre de Beslan, bien que celui-ci ait accepté le cessez-le-feu demandé par Maskhadov. Pour la publication de cette interview, le journal a reçu un avertissement des autorités russes.

Pour le gouvernement russe, le séparatisme tchétchène est instrumentalisé contre la fédération de Russie et fait partie d'une vaste manœuvre qui vise à l'éclatement du pays après celui de l'URSS. *Izvestia* donne la parole à Konstantin Kossatchev, secrétaire de la Commission des Affaires étrangères de la Douma, Léonid Gozman secrétaire du bureau politique du SPS et Akram Khouzam, chef du bureau moscovite de la chaîne *Al Jazeera* sur les relations entre la Russie et l'Occident. Pour les trois hommes, il ressort que la Guerre froide n'a pas pris fin et que la politique d'endiguement se poursuit via de nouvelles méthodes, notamment la présentation de la Russie comme un État autoritaire à visée expansionniste dans les médias occidentaux. Comme pour leur donner raison, le champion d'échec et président du Comité Free Choice 2008, Gary Kasparov, réitère son discours anti-Poutine en direction des milieux d'affaires dans le *Wall Street Journal*. N'ayant pas peur des outrances verbales, il qualifie Vladimir Poutine de « Caligula de Moscou » après que James Woolsey l'ait présenté comme le « Mussolini de Moscou », que **Zbigniew Brzezinski** l'ait dépeint comme un « Benito Mussolini russe », etc.

**Réseau Voltaire**



## Zbigniew Brzezinski



Zbigniew Brzezinski fut conseiller de sécurité nationale du président Carter et directeur exécutif de la Commission Trilatérale. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il a notamment publié *Le Grand échiquier*.

### « Analyser le discours inaugural du président Bush »

Source : Mainichi Daily News

Référence : « Analyzing President Bush's Inaugural address », par Zbigniew Brzezinski, *Mainichi Daily News*, 7 février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le discours inaugural de George W. Bush n'était pas une déclaration d'une stratégie mais l'expression de principes politiques. Il ne faut pas prendre ce discours comme un programme, car dans ce cas il faudrait s'inquiéter des simplifications outrancières, mais il ne s'agit que de l'expression de ce que désire la majorité des peuples du monde. Les critiques du discours se sont focalisées sur trois points : ce discours manque de réalisme, il justifie l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays et il ne dit rien de l'attitude à adopter face à la Russie, la Chine, l'Égypte, l'Arabie saoudite ou le Pakistan qui ont coopéré avec nous contre le terrorisme mais ne sont pas démocratiques. J'ai fait miennes ces critiques tout en précisant qu'il ne fallait pas commettre l'erreur de comprendre ce discours comme un programme politique. C'est un sermon, John Kerry aurait pu faire le même et de nombreux présidents se sont soumis à cet exercice de style. Carter ou Wilson en avaient fait de même.

Lors du second mandat, je ne m'attends pas à de fortes pressions sur la Russie ou la Chine en ce qui concerne la liberté, mais il y en aura pour l'Iran car c'est un argument pratique face au problème nucléaire iranien. La nouvelle administration Bush poursuivra la politique de l'ancienne avec de légères inclinaisons dues au changement à la tête du département d'État et à la composition de l'équipe en son sein, plus réaliste, plus pragmatique et avec plus de qualité. Je pense notamment à Robert E. Zoellick en disant cela. Colin Powell aussi était un pragmatique mais il était isolé. Ce ne sera pas le cas de Condoleezza Rice. Toutefois, cette influence s'exercera surtout si les néo-conservateurs rencontrent des difficultés.

Si nos alliés veulent des changements, ils doivent faire des propositions, pas seulement des critiques. Les Européens et les Japonais doivent s'investir. Les États-Unis tiendront compte des Européens et des Japonais quand ils sentiront que ces pays peuvent être des acteurs majeurs et qu'ils ne se contentent pas de critiquer, comme Jacques Chirac et Gerhard Schröder, ou de ne pas critiquer, comme Junichiro Koizumi.

Concernant la politique nord-coréenne, nous menons des discussions multipartites, mais en refusant de discuter directement avec Pyongyang, nous n'avons ni la carotte, ni le bâton et nous ne faisons pas de grands progrès.



David Kay est ancien directeur du groupe de surveillance de l'Irak, chargé par la Coalition d'enquêter sur les armes de destruction massive en Irak.

## « Ne faisons pas les mêmes erreurs en Iran »

Source : Washington Post

Référence : « Let's Not Make the Same Mistakes in Iran », par David Kay, *Washington Post*, 7 février 2005.

Il y a un an, j'ai affirmé devant la Commission des forces armées du Sénat que dans le dossier des armes de destruction massive irakiennes nous avions " presque tout faux ". J'avais alors demandé la création d'une commission chargée de réfléchir sur cet échec et sur nos capacités de renseignement face à la menace des armes de destruction massive. Aujourd'hui, nous attendons toujours le rapport alors qu'on annonce l'accélération du programme nucléaire iranien.

Il y a beaucoup de similarités avec la situation avant la Guerre d'Irak. L'**Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)** reconnaît que pendant 18 ans, l'Iran a eu un programme nucléaire clandestin mais affirme qu'aujourd'hui l'Iran prétend ne plus avoir qu'un programme civil. **Dick Cheney** pour sa part décrit un Iran proche d'avoir la bombe, les exilés iraniens fournissent des " preuves " des activités nucléaires de l'Iran à la presse, **Condoleezza Rice** affirme que l'attaque de l'Iran n'est pas d'actualité et les alliés européens ne veulent pas entendre parler d'une attaque, voulant laisser sa chance à la diplomatie, mais la presse commence à parler d'un déploiement de troupes qui pourrait servir de base à une attaque contre l'Iran.

Il y a cinq leçons à retenir de l'affaire irakienne concernant l'Iran :

- ▶ Il faut accepter que le passé ne peut être défait et que même une occupation n'enlèvera rien au fait que l'Iran a désormais des connaissances nucléaires. Il faut donc s'assurer que l'Iran n'ait pas d'armes nucléaires mais on ne peut plus détruire le programme nucléaire iranien.
- ▶ Il faut reconnaître que les exilés iraniens ont leur propre agenda et veulent un changement de régime en Iran et que leurs " preuves " sont donc douteuses.
- ▶ Il faut reconnaître la compétence de l'**Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)**.
- ▶ Il faut reconnaître que se montrer menaçant, sans preuve, vis-à-vis de l'Iran mine notre capacité d'action dans ce pays.
- ▶ Il ne faut mener aucune action militaire sans un rapport très sérieux du renseignement.

## Farouz Farzami

Farouz Farzami est le pseudonyme d'une journaliste iranienne.

### « Le " crime " des blogueurs contre l'État islamique »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Blogger's 'Crime' Against the Islamic State », par Farouz Farzami, *Los Angeles Times*, 9 février 2005.

Sortant d'une librairie, j'ai été accostée par un homme qui m'a présenté un mandat d'arrestation et m'a demandé de monter dans une Mercedes garée au coin de la rue. Une fois dans la voiture, entourée par des hommes habillés en noir, il me dit de ne pas m'inquiéter et que nous n'en avions que pour quelques heures. Je n'étais pas spécialement surprise car les arrestations et les interrogatoires de ceux qui écrivent des histoires critiquant le régime sont courants en Iran, et comme j'écris un Blog sur les conditions de vie en Iran, je m'y attendais.

On m'amena au nord de Téhéran, je ne pus pas voir exactement où nous allions, mais c'était sans doute dans la célèbre prison de Evin. Au bout d'une heure et demi, on me demanda de me déshabiller et on me donna un uniforme de prisonnière. Je fus photographiée et on ouvrit un dossier sur moi avant de m'enfermer dans une pièce de 12 pieds sur 12. Je m'inquiétais car j'étais attendue chez moi. Le deuxième jour de confinement, je demandais à mes gardiennes pourquoi j'étais là mais elle l'ignorait. Ce n'est que le lendemain que j'ai appris qu'on m'accusait d'écrire contre le système islamique, d'inciter à son renversement et d'inviter à ce que le pays soit dirigé en suivant les préceptes du libéralisme américain corrompu.

J'ai d'abord essayé de me défendre mais on m'a fait comprendre que si je n'avouais pas je pourrais rester des années en prison. Je finis par avouer toutes sortes de choses et je pus alors voir ma mère en présence de mon interrogateur quatre jours plus tard. Par la suite, j'ai avoué d'autres choses, comme d'avoir eu des relations sexuelles avec mon petit ami (il est aujourd'hui accusé de relations sexuelles hors mariage) et je suis restée emprisonnée 36 jours. J'attends mon procès depuis ma libération.

On m'a dit en sortant que je pouvais m'estimer heureuse de ne pas avoir été dans une prison des gardes révolutionnaires car ils m'auraient battue. Avant de partir, j'ai dû remplir un formulaire visant à améliorer les conditions de détention.

## Shirin Ebadi, Hadi Ghaemi



Avocate féministe et militante des Droits de l'homme iranienne, Shirin Ebadi a reçu le Prix Nobel de la paix en 2003.

Ancien professeur de physique à l'université de New York, Hadi Ghaemi est chercheur pour Human Right Watch et au Center for Economic and Social Rights

## « Le dossier des Droits de l'homme contre l'attaque de l'Iran »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « The Human Rights Case Against Attacking Iran », par Shirin Ebadi et Hadi Ghaemi, *New York Times*, 8 février 2005.

« Human rights in Iran : Why an attack would be folly », *International Herald Tribune*, 9 février 2005.

Durant sa tournée en Europe, **Condoleezza Rice** a assuré qu'une attaque de l'Iran n'était pas au programme. Toutefois, plusieurs déclarations de l'administration Bush, du discours de l'état de l'Union au commentaire de **Dick Cheney** sur une possible attaque israélienne contre l'Iran, rappellent les messages de l'administration Bush avant l'attaque de l'Irak. De son côté, Melle Rice a qualifié de " détestable " la situation des Droits de l'homme en Iran. Souvent la politique américaine utilise les Droits de l'homme comme justification mais les défenseurs des Droits de l'homme en Iran estiment qu'une attaque militaire serait un désastre pour cette cause.

Bien sûr, la situation en Iran sur le plan des Droits de l'homme n'est pas idéale, mais la société iranienne refuse de rester silencieuse face à cette situation, et les Américains seraient surpris de savoir combien les organisations des Droits de l'homme ont un discours vigoureux. Ainsi, quand à l'automne 20 jeunes journalistes ont été arrêtés, une campagne s'est lancée et les journalistes ont été libérés. Les organisations indépendantes sont vitales pour développer la culture des Droits de l'homme en Iran, mais la menace d'une frappe étrangère offrirait une excuse à la répression.

L'hypocrisie des États-Unis, qui ont pour alliés des pays qui ne respectent pas les Droits de l'homme, n'aide pas. Le respect des Droits de l'homme ne peut être imposé par la puissance militaire. Une guerre ne ferait qu'amener de l'instabilité et des morts. Le meilleur moyen de soutenir les Droits de l'homme est de soutenir les organisations qui les défendent et de s'assurer que l'Iran respecte les traités qu'il a signés.

## Gore Vidal



Romancier, essayiste et dramaturge états-unien engagé, Gore Vidal est l'auteur récemment de *Inventing a Nation : Washington, Adams, Jefferson*. Il a rédigé un dossier spécial pour le journal britannique *The Guardian* dans lequel il affirme que l'administration Bush avait connaissance des attentats du 11 septembre avant qu'ils aient lieu.

## « L'Iran est le prochain, et ensuite qui ? »

Source : The Independent

Référence : « Iran next, then who ? », par Gore Vidal, *The Independent*, 23 janvier 2005.

La semaine dernière, Seymour Hersh affirmait dans le *New Yorker* qu'une de mes prévisions était exacte : les forces états-uniennes opèrent en Iran, repoussant encore les limites de la " guerre au terrorisme ". En fait, la vraie guerre est celle que mène unilatéralement le président contre un Congrès faible et des pays faibles ayant du pétrole. **George W. Bush** a la conviction de pouvoir mener toutes les guerres qu'il veut et enfermer qui il veut sans accusation et sans procès.

Nous voyons les guerres de Bush, pas du peuple américain qui n'a rien à craindre des armes de destruction massive, c'est la guerre d'une administration qui aime la guerre car elle lui donne des pouvoirs spéciaux. Nous allons vers un désastre, les néo-conservateurs veulent attaquer l'Iran, pays de la brillante culture perse, au nom d'une liberté et d'une prospérité que nous n'avons pas en réalité. Dans son discours inaugural, bien que la tragédie irakienne n'est pas finie, le président a déclaré la guerre au reste du monde. Il ne dit pas comment nous allons quitter l'Irak ou l'Afghanistan, il dit comment nous allons attaquer l'Iran. Face à ce désastre annoncé, les Américains ne peuvent pas se tourner vers leur représentant au Congrès ; ils ne servent que ceux qui financent leur campagne, ils ne peuvent pas se tourner vers l'exécutif qui construit des camps de concentration et n'aime pas les dissidents ; les tribunaux sont chers et les hautes juridictions ne sont pas de notre côté.

Dans cette histoire, certains se feront beaucoup d'argent avec le pétrole et le gaz et c'est le peuple américain qui sera perdant. Ce n'est pas étonnant que certaines régions des États-Unis rejettent Darwin et l'évolution : nous avons une substantielle minorité aux États-Unis qui est restée au stade du babouin.

Truman s'était laissé convaincre, par ceux qui avaient fait fortune pendant la Seconde Guerre mondiale, qu'il fallait rester armés pour toujours et il désigna l'URSS comme notre ennemi alors que la principale préoccupation de ce pays était de se redresser après avoir enregistré 20 millions de morts lors de la guerre. Depuis, nous nous créons des ennemis et aujourd'hui l'ennemi est l'islam : cela fait un milliard d'ennemis, quel brillant choix !

**George W. Bush** est un président d'un genre nouveau. Il n'a pas été élu pour son premier mandat et peut-être pas non plus pour le second. Alors qu'une majorité de la population pensait que la Guerre d'Irak était une erreur, la campagne a porté sur le mariage gay et l'avortement, et pour cause, **John Kerry** ne pouvait pas l'attaquer sur la guerre car il l'approuvait aussi.

Nous ne sommes plus une démocratie mais nous voulons officiellement l'exporter. L'esprit d'Harry Truman est avec nous ; nous sommes en guerre perpétuelle. Qui viendra après l'Iran ? la Russie ? Que Dieu nous aide si c'est la Chine.

## Kourtoulouch Tashkent

Kourtoulouch Tashkent est  
ambassadeur de Turquie  
en Russie.

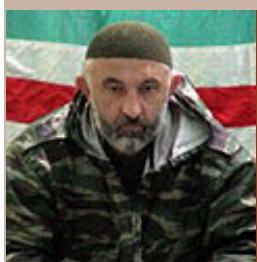
### « La Turquie est pour l'intégrité territoriale de la Géorgie et contre les frappes en Iran »

Source : Nezavissimaïa Gazeta

Référence : « ..... - .. ..... » , par Kourtoulouch Tashkent,  
*Nezavissimaïa Gazeta*, 9 Février 2005.

La normalisation des relations turco-russes a commencé à la fin des années 80 avec la fin de la Guerre froide et du monde divisé en pôles idéologiques. Aujourd'hui, au XXIème siècle, la Russie est le deuxième partenaire pour le commerce extérieur de la Turquie et nous jouons un rôle important dans l'économie de ce pays. Une déclaration commune a été signée lors de la visite de **Vladimir Poutine** en décembre dernier, qui sert de " plan de route " au développement de nos relations. La Russie et la Turquie sont deux États importants, étroitement unis par des liens économiques, politiques et culturels. Je pense que cette volonté d'engager avec la Russie des relations d'un autre niveau n'est pas en contradiction avec notre volonté d'entrer dans l'Union européenne. La conservation de nos liens avec la Russie est une priorité et Vladimir Poutine soutient personnellement l'adhésion de la Turquie à l'Europe. Nous avons toujours souhaité la conservation par les États de Transcaucasie de leur intégrité territoriale et de leur unité politique. Il en va de même pour la Géorgie, tout en prenant en compte les attentes des populations d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Déjà en 2001 les ministres des Affaires étrangères de Russie et de Turquie ont signé un document intitulé « plan d'action pour l'Eurasie ». Des consultations ont lieu régulièrement dans le cadre de ce plan et un groupe de travail chargé spécialement de la Transcaucasie est en place. Notre souci pour l'intégrité territoriale de tout pays est valable aussi pour la Russie et c'est avec affliction que nous prenons les accusations de certains politiciens russes qui parlent d'un soutien de notre part au séparatisme tchéchène. Beaucoup de gens venus du Caucase aux XIXème et XXIème siècles vivent en Turquie ; ils suivent ce qui se passe dans leur région d'origine et il est probable qu'une partie d'entre eux éprouve une grande sympathie pour les formations qui s'opposent aux Russes. La Turquie ne soutiendra jamais le terrorisme sous quelque forme que ce soit. C'est avec plaisir que nous avons entendu la déclaration de **Sergeï Ivanov** qui envisage de classer le parti des travailleurs du Kurdistan parmi les organisations terroristes. Ce parti, qui a changé plusieurs fois de nom mais pas de nature est déjà une organisation terroriste aux yeux des Américains et des Européens. Notre point de vue concernant l'Irak est très proche de celui de la Russie ; nous espérons que le pays conservera son intégrité territoriale et que tous les groupes religieux auront une représentation au sein des organes du pouvoir. Nous ne sommes pas pour une attaque contre l'Iran. Pour nous, l'énergie atomique ne doit être utilisée qu'à des fins pacifiques.

## Aslan Maskhadov



Aslan Maskhadov est le dirigeant en exil du mouvement séparatiste tchétchène.

### « Mon appel est adressé au président Poutine »

Source : Kommersant

Référence : « ..... : ..... », par Aslan Maskhadov, *Kommersant*, 7 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Ma demande de cessez-le-feu est un geste de bonne volonté pour montrer notre désir de paix et ramener le gouvernement russe à la raison. Le processus en cours dans le Caucase amène mon peuple, mais aussi la population de Russie et du Caucase, à la catastrophe. Je pense que la volonté politique des présidents de Russie et d'Ichkérie [1] est à même de mettre un terme à cette guerre sanglante. C'est pour cela que mon appel s'adresse avant tout au président **Vladimir Poutine** mais aussi à tous ceux dont la conscience n'est pas définitivement dégradée. Ce cessez-le-feu n'a rien à voir avec l'enlèvement de membres de ma famille ; beaucoup de gens ont été tués et enlevés depuis 6 ans, mon sens de la famille ne doit pas prévaloir sur le sens du devoir envers mon peuple. Cette proposition de paix émane de plusieurs instituts et autorités politiques. J'ai d'abord refusé car aucune organisation indépendante n'est présente en Tchétchénie, puis nous avons décidé de suivre cette voie car c'est une nouvelle invitation à la table des négociations. Après avoir déclaré une trêve pour toutes les activités militaires, j'ai formé une délégation pour prendre contact avec les Russes. Oumar Khambiev, le ministre de la santé d'Ichkérie qui est aussi mon représentant général à l'étranger, est à sa tête. Depuis " Nord-Ost ", Chamil Bassaïev ne fait plus partie de la structure des forces armées. Nos divergences de vues ne sont un secret pour personne, notamment en ce qui concerne ses méthodes de guerre inadmissibles. Après la tragédie de **Beslan**, j'ai signifié au monde entier qu'après la guerre, nous remettons à un tribunal international, toute personne impliquée dans les prises d'otages de la Doubrovka et de Beslan. Je ne crains pas les accusations personnelles concernant Beslan que le procureur général de Russie m'a adressées. Je me demande souvent si j'aurais pu éviter l'assassinat cynique et de sang froid d'enfants innocents, mis à mort par l'ambition d'inhumains, si je m'étais rendu dans cette école sans attendre une réponse des autorités russes ? Je ne trouve pas de réponse.

[1] Nom donné à la Tchétchénie par les séparatistes

## Konstantin Kossatchev, Léonid Gozman, Akram Khouzam

Konstantin Kossatchev est secrétaire de la Commission des Affaires étrangères de la Douma.

Léonid Gozman est secrétaire du bureau politique du SPS (Union des forces de droite).

Akram Khouzam est chef du bureau moscovite de la chaîne *Al Jazeera*.

## « L'Occident, aide ou obstacle au développement de la Russie ? »

Source : Izvestia

Référence : « ..... ? », par Konstantin Kossatchev, Léonid Gozman et Akram Khouzam, *Izvestia*, 4 Février 2005.

*Konstantin Kossatchev* : En critiquant la Russie pour quelques tendances non démocratiques, l'Occident n'essaye pas de nous mettre des bâtons dans les roues mais s'évertue à éviter la répétition à l'identique de l'histoire passée, quand la société soviétique fermée constituait sans cesse un danger, quelquefois réel quelquefois imaginaire. C'est une tendance générale à laquelle viennent s'ajouter les éruptions agressives de quelques politiciens occidentaux qui jouent actuellement la carte de la Russie pour leurs propres gains politiques. Ils partent du principe suivant : si on n'arrive pas à démocratiser la Russie, alors il faut la diaboliser, s'avancer le plus possible au Nord et à l'Est, vraisemblablement jusqu'à l'Oural, et ainsi assoire son emprise sur l'Europe de l'Ouest et une partie de l'espace post-soviétique.

*Léonid Gozman* : Il y a des gens irresponsables et étroits d'esprit en Occident comme en Russie. Ces gens colportent des formules venues d'Amérique, qui font des Russes un peuple qui ne rêve que de tout conquérir et qui n'a que des ambitions néfastes. L'action commune de tous ces gens a provoqué des complications dans les relations entre l'Occident et la Russie.

*Akram Khouzam* : D'après moi la Guerre froide ne s'est pas terminée avec l'effondrement de l'URSS, elle se perpétue par d'autres méthodes. En dépit de toutes les déclarations qui vont dans le sens contraire, la Russie est restée un ennemi pour les États-Unis. Aucun des problèmes entre les deux pays n'a été résolu, l'entrée de la Russie dans l'OMC, ou l'élargissement de l'OTAN à l'Est par exemple.

## Gary Kasparov



Gary Kasparov est champion du monde d'échecs et président du

## « Caligula à Moscou »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Caligula in Moscow », par Garry Kasparov, *The Wall Street Journal*, 4 février 2005.

Grâce à la victoire de Viktor Yushchenko en Ukraine, la question de la réforme démocratique dans l'ex-URSS fait à nouveau les gros titres. Pour Vladimir Poutine, l'Ukraine est un modèle dangereux et il est bien décidé à ne pas rééditer les erreurs commises en Russie. Pas question pour lui de laisser une



justice indépendante contrôler le résultat des élections ou de laisser l'opposition s'exprimer à la télévision. Dans son combat pour contrôler tous les aspects de la vie russe, la justice est une arme de choix et un système judiciaire aux ordres aide désormais un parlement croupion à affaiblir l'opposition et à enrichir les partisans de Poutine. Ce dernier vient d'ailleurs de nommer un de ses fidèles sans expérience à la tête de la plus haute autorité judiciaire du pays, tel Caligula nommant son cheval au Sénat.

A Davos, le vice-Premier ministre russe Alexandre Zukhov a dépeint une Russie très attirante pour les investisseurs mais ce portrait est loin de la vérité. Voyez ce qu'il advient de Yukos. Les expropriations illégales sont devenues une politique institutionnalisée et la Douma a repris une vieille loi soviétique permettant la saisie des biens des inculpés, sans décision de justice. Pourtant, hormis à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, cela a suscité peu de réactions de responsables occidentaux. Le Kremlin n'a pas à se soucier de réactions qui n'existent pas. Personne n'a remis en cause le sommet du G7 prévu à Moscou en 2006.

La preuve de l'hypocrisie occidentale s'illustre bien quand on voit la différence de réaction entre les abus à Abu Ghraib et l'arrestation d'un millier de musulmans à Blagoveshenk, les déclarations antisémites à la Douma ou l'adoption d'une loi interdisant l'entrée en Russie aux étrangers ayant manqué de respect pour la Russie. Le changement ne peut que venir du peuple et l'Occident doit le soutenir.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .